

Les stratégies individuelles et familiales

Nolwen Henaff, Jean-Yves Martin

Les politiques menées par le gouvernement, la restructuration économique et la recomposition sociale ont contribué à la transformation en profondeur de l'environnement économique et social. Les différents individus et groupes sociaux qui composent la société vietnamienne ont dû adapter leurs comportements pour s'ajuster à cet environnement en changement constant, modifiant en retour l'environnement dans lequel ils évoluent. Toutes les composantes de la société n'évoluent pas de la même manière, mais des traits communs se dessinent. En effet, les stratégies mises en œuvre sont marquées par l'incertitude qui apparaît avec la transition vers une économie marchande et caractérise désormais cet environnement, et la recherche de l'efficacité. Elles tendent à reconfigurer les rapports au travail, à l'emploi et à l'éducation-formation. Pour les ménages, et les individus qui les composent, les stratégies

éducatives visent de plus en plus à réserver l'avenir et à intégrer le rapport qualité/prix dans les choix. Les stratégies économiques visent quant à elles à rechercher des sources de revenu pour faire face, à la fois à l'augmentation des coûts pour conserver un niveau de vie stable, et lorsqu'ils le peuvent à l'augmentation des dépenses engendrée par la diversification et la multiplication des biens et services disponibles dans l'économie. Selon les milieux, les catégories sociales, les emplois occupés, toutes ces stratégies prennent des formes diverses qui reflètent les incertitudes de la transition actuelle et soulignent les faiblesses, mais aussi les atouts du système qui se met en place.

Les comportements de scolarisation

Dans un pays qui a une si longue tradition scolaire et où la scolarisation possède une telle profondeur, les comportements familiaux et individuels d'adhésion face à l'école étaient, pour la majorité de la population, quelque chose de naturel et aussi de conforme. Tout le monde devait être alphabétisé, tous les enfants devaient aller à l'école dans des établissements gérés par les pouvoirs publics, franchir les échelons selon les résultats et ensuite occuper un emploi hérité de la famille ou attribué par l'État. L'éducation était un bien public, un intérêt collectif et un devoir national, et chacun devait y participer.

La politique de rénovation a bouleversé cette vision et modifié ces comportements. La scolarisation est toujours obligatoire, mais maintenant il faut la payer et ses débouchés sont indéterminés. Face à elle, chacun est convié à une prise de risques sans être complètement assuré du retour. L'éducation devient, pour les individus et les familles, un objet d'investissement, un bien privé, un intérêt individuel et une obligation personnelle si l'on veut se

prémunir face à un futur incertain. On doit y investir financièrement pour mener à bien les parcours, mais en faisant des paris. On fait donc des choix scolaires où entrent de plus en plus le calcul économique et l'anticipation. Ce retournement du sens de l'éducation amène à des comportements qui varient selon les individus et les groupes sociaux. On peut ainsi identifier trois grands types de comportement : l'évitement, la discipline et la surenchère.

Au Viêt-Nam le ciment national fait qu'en dépit des environnements variés, des changements qui la traversent et de sa stratification, la société reste très intégrée. Il existe néanmoins sur ses franges des groupes dont l'intégration ne va pas de soi. Qu'ils soient des minorités culturelles localisées ou des groupes économiquement marginaux répartis sur l'ensemble du pays, ils se distinguent par des comportements scolaires d'évitement. Ces stratégies d'évitement ne sont pas nouvelles. Elles se sont néanmoins exacerbées au tournant du *doi moi*. En effet, le choc de 1989 et le courant de déscolarisation ont surtout affecté les zones et les groupes sociaux où et pour lesquels la scolarisation était tirée à bout de bras et donc fragile. Les groupes de la première catégorie sont appelés « minorités ethniques » ou « ethnies montagnardes » par les autorités. Ces groupes sont nombreux mais dans l'ensemble de petite taille, enracinés géographiquement et dans des zones parfois enclavées, très structurés sur plan culturel et linguistique, et leur mode de production associe l'agriculture de subsistance, la chasse et la cueillette, avec une division du travail dans laquelle les enfants ont des tâches spécifiques. Chacun de ces groupes constitue une véritable entité culturelle dont les membres veillent à la préservation. Tout ceci peut expliquer la difficulté de pénétration du sentiment national et celle de la scolarisation, d'autant que celle-ci est faite dans une langue (le *Kinh*) qui leur est étrangère. Malgré les efforts déployés

par les autorités pour intégrer ces groupes minoritaires au courant collectif, y compris en exonération de frais et en création de pensionnats, la scolarisation reste faible et l'analphabétisme important. Le souci de préservation du mode de production et des orientations culturelles entretient les comportements d'évitement de ces groupes, comportements qui peuvent prendre à l'occasion des formes spectaculaires¹.

Les autres groupes qui restent en marge de la scolarisation, mais par défaut plus que par choix délibéré, à la différence des minorités culturelles, sont les couches sociales très pauvres des villes et surtout des campagnes. Dénués d'instruments de production - comme les paysans sans terre du delta du Mékong - et nantis de leur seule force de travail pour assurer un revenu, les membres de ces groupes ont comme priorité la survie au quotidien et non pas la scolarisation de leurs enfants. Une enquête réalisée en 1993 [World Bank, 1994 ; World Bank, 1995] a souligné les raisons de la non-scolarisation primaire des enfants dans les zones rurales pour les familles du groupe des plus pauvres : école trop chère (38,5 %), école trop éloignée (19 %), les parents ne s'en préoccupent pas (14 %). Une enquête de fin 1997 [Henaff, Martin, 1999] relève aussi que c'est une majorité de ruraux (96 %) et de la tranche de niveau de vie

1 « Selon une information du Service de l'Éducation et de la Formation de la province de Gia Lai (Centre Viêt-nam), récemment des milliers d'élèves ont abandonné les cours dans cette province. Les districts les plus touchés par ce phénomène sont ceux de Chu Pong (1 193 élèves ont délaissé les salles de cours), Chu Se (plus de 1 000 élèves), Krong Cho (340 élèves)... Les raisons qui poussent les élèves à abandonner les cours sont diverses : en saison de l'intermoisson (période de soudure), de nombreux élèves souffrant de la faim doivent aller dans la forêt pour la cueillette et doivent accomplir les travaux de brûlis, manque de matériel scolaire, ou même arrêt des cours parce que les élèves doivent penser à se marier.... », extrait du Quotidien *Lao Dong* du 10/05/2000.

la plus basse (67 %) qui constituent la population des non-scolarisés de 15-19 ans.

Si l'évitement scolaire se manifeste surtout dans des groupes minoritaires, la discipline caractérise une majorité de comportements ruraux et surtout urbains. Pour les familles cette discipline scolaire s'exprime avant toute chose par l'inscription de chaque enfant (fille ou garçon sans discrimination) de 6 ans - âge légal - à l'école primaire, inscription précédée quand cela est possible par un passage dans l'enseignement pré-scolaire. Elle s'exprime également par l'attention prêtée au travail scolaire des enfants, par la prévention des redoublements et le refus des abandons. Au-delà du primaire, la poursuite de la scolarité doit se faire si les résultats des enfants le permettent, la politique éducative prônant d'ailleurs la généralisation du secondaire de base depuis le début des années 1980. Ce comportement de discipline scolaire va de pair avec des comportements démographiques conformes à la politique nationale de réduction de la natalité². Bien que légèrement affectée par le choc de 1989 et principalement dans le secondaire général et professionnel, la discipline des comportements n'a pas dans l'ensemble été érodée par la monétarisation des rapports à l'éducation, sauf dans les milieux agricoles qui n'ont pas pu profiter de la diversification des activités et qui éprouvent des difficultés à financer les scolarités prolongées. En revanche, c'est plutôt pour mieux faire face à un avenir moins protégé que des comportements d'allongement des scolarités se sont de plus en plus fait jour en milieu urbain et aussi en milieu rural dans les catégories sociales les moins démunies. Les milieux où ces comportements de type discipliné sont les plus opérants sont ceux qui étaient au cœur des réalisations de la période socialiste, et en particulier ceux du delta du fleuve Rouge. L'intériorisation

2 Cette politique prescrit un maximum de deux enfants par ménage.

des idéaux collectifs et des valeurs de l'éducation y était maximale et les comportements scolaires en portent la marque. Le cas de familles de migrants ruraux arrivant à Hanoi de provinces limitrophes est parfaitement illustratif de ces attitudes. Ne pouvant scolariser leurs enfants dans les écoles de la ville puisqu'elles n'y avaient pas de certificat de résidence, elles ont cherché à créer leurs propres écoles [Diep, Henaff & Thâm, 1996]. Un autre exemple est celui de Thai Binh, province maritime du delta, à 93 % rurale (dont 96 % de riziculteurs), avec une densité de population d'environ 1100 h./km². En 1995, le taux net de scolarisation y était de 30 % dans les crèches, 65 % dans les jardins d'enfants, 96 % dans le primaire et 88 % dans l'enseignement secondaire de base³. L'enseignement secondaire supérieur y a progressé de 123 % entre 1990-91 et 1995-96 [General Statistical Office, 1997]. Ce type de comportement scolaire montre combien il est marqué par l'anticipation - on pense à l'avenir des enfants dès le plus jeune âge - et la discipline tout au long du parcours scolaire. Ceci relève de ce que l'on a pu appeler la « rationalité économique de la prise de conscience du temps » [Markiewicz-Lagneau, 1969]. Le souci apporté à la scolarisation des enfants, c'est-à-dire la vigilance quotidienne et les priorités financières qui y sont appliquées, est le prix à payer pour leur garantir le meilleur avenir, et d'autant mieux que le niveau atteint sera le plus élevé, et donc la scolarité prolongée.

Ces familles disciplinées, mais aussi anticipatrices, ont bien intégré les logiques de fonctionnement de l'école et connaissent les conditions de la réussite scolaire. Ce niveau

3 La même année, dans le district rural de Kien Xuong (province de Thai binh) il était, toujours en taux nets, de 99,6 % dans le primaire et 97,4 % dans le secondaire de base. [Source : Bureau des statistiques du district de Kien Xuong]

d'intégration et cette connaissance donnent la mesure de leur degré de proximité à la culture scolaire. Celle-ci est bien sûr dépendante des lieux, des catégories sociales et de l'histoire de la scolarisation. En effet, cette culture scolaire plus ou moins profonde détermine la nature des stratégies et le niveau de discipline qui est maintenu. C'est ce niveau de discipline qui régit le parcours scolaire de chaque enfant. Dans le primaire le parcours normal est de cinq ans, et le tableau 2 (p. 63) nous a montré comment ces parcours se situaient et avaient évolué selon les grandes zones écologiques du pays.

La zone du delta du fleuve Rouge, qui inclut donc aussi la ville de Hanoi, se situe au sommet du palmarès de la discipline scolaire. Elle détient le meilleur taux de réalisation dans le primaire (91,2 %), le taux le moins élevé de redoublement (1,5 %), le taux le moins élevé d'abandons (2,2 %) et de plus la deuxième progression la plus rapide de la maîtrise des parcours en 5 ans (+ 25,1 %), alors qu'elle se trouvait déjà en tête au départ. À l'opposé, et pas seulement sur le plan géographique, se trouve le delta du Mékong qui certes a le plus progressé en 5 ans (+ 25,6 %), mais se situe dans la plus mauvaise position pour la maîtrise des parcours (48,6 %), les redoublements (7,3 %) et les abandons (12,8 % en moyenne par an en 1994-1995) [General Statistical Office, 1997]. Indépendamment des zones géographiques, les comportements urbains sont plus disciplinés dans l'ensemble qu'en milieu rural. Pour l'âge d'entrée en primaire, on peut noter ainsi que l'âge légal (6 ans), qui est aussi très prédictif quant à la réussite de bons parcours non seulement dans le primaire mais aussi dans les niveaux supérieurs [Henaff & Martin, 1999], est nettement moins respecté dans les campagnes - où l'on observe un décalage et une dispersion excessive de l'âge de recrutement (près de 20 % après l'âge de 7 ans) - que dans les villes (1 % après

l'âge de 7 ans). C'est aussi dans les villes que l'on observe des comportements de surenchère.

Les comportements de surenchère peuvent se caractériser par des attitudes qui consistent à ne pas se satisfaire, pour les individus, de ce que votre propre histoire scolaire a fait de vous, et pour les familles, de ce que le service éducatif public national fournit, selon les règles qui sont les siennes, au commun de la population. Ces comportements, qui ne touchent encore qu'une partie restreinte de la société et qui existaient en germe avant le Renouveau, tendent à se développer rapidement, et en particulier dans les familles urbaines aisées. Pour les individus, les stratégies vont du rattrapage scolaire à l'accumulation de diplômes ou certificats. Le versant rattrapage scolaire est cette éducation continuée qui existe depuis longtemps au Viêt-nam. Elle entraine dans la politique de lutte contre l'analphabétisme et, sous forme de cours du soir pour adultes, permettait à ces derniers de suivre une scolarité parallèlement à leur activité professionnelle. Depuis le Renouveau on note un fort développement de la clientèle de ce genre de cours - dont l'offre publique et privée s'est bien entendu développée -, clientèle soucieuse d'élargir ses connaissances et d'obtenir surtout des diplômes supérieurs à ceux qu'elle avait obtenus au cours de son enfance scolaire. Ainsi les universités comptent parmi leurs étudiants un nombre important d'adultes travaillant. L'autre versant, l'accumulation de diplômes et de certificats de tous ordres, très répandue dans les villes, est le fait de personnes qui ont suivi une scolarité normale, y compris jusqu'à l'université, mais qui veulent obtenir des certifications dans des domaines complémentaires à celui de leur formation initiale et en particulier dans ceux jugés incontournables depuis le Renouveau, l'informatique et les langues étrangères.

La surenchère pour les familles consiste à chercher à réunir toutes les conditions jugées indispensables à la réussite scolaire et à l'ascension sociale de leurs enfants, les modalités d'accès, les normes et la qualité du service éducatif public étant jugées inadéquates ou insuffisantes. Ces stratégies montantes sont à mettre en relation avec le niveau d'aspiration extrêmement élevé des familles urbaines quant au niveau scolaire attendu de leurs enfants [Molisa/Orstom, 1999]. Ces familles investissent de la sorte dans l'enseignement pré-scolaire privé, le service public en la matière ayant été gravement touché par la décollectivisation. En 1994, les écoles maternelles privées accueillaient 20 % des enfants en maternelle, et 40 % en 1996. Ensuite, on s'efforce de faire entrer ses enfants le plus vite possible à l'école primaire qui reste dans le domaine public, et l'on obtient des dérogations quant à l'âge légal. Des enfants de 5 ans sont ainsi admis dans des écoles primaires urbaines. Pour que le parcours primaire se fasse le mieux possible, on paye des leçons particulières à la maison. Pour le secondaire de base, on recherche la meilleure école publique, le privé ne progressant que lentement dans ce niveau. Pour le secondaire supérieur, le dernier niveau avant l'université, une demande très forte s'exerce en direction des établissements privés dont la clientèle a crû de 10 à 25 % de l'ensemble entre 1994 et 1996 [General Statistical Office, 1997], mais qui est proportionnellement beaucoup plus forte dans les grandes villes, au point de franchir le seuil de la moitié à Ho-Chi-Minh-Ville. Le niveau universitaire n'est pas en reste dans ces démarches des familles aisées, et l'offre suit la demande avec près de 25 % des étudiants accueillis dans des universités ou écoles supérieures privées. Certaines familles cependant ne se satisfont pas du niveau de l'enseignement supérieur au Viêt-Nam, et envoient leurs enfants étudier à l'étranger. Cela

concernait 3 458 étudiants en 1995⁴. Ainsi dans ce comportement de surenchère, on veut plus, mieux, plus haut, plus longtemps, s'il le faut ailleurs, et sans compter. C'est un comportement de distinction sociale. Elle est l'expression de familles qui ont pu tirer bénéfice de la restructuration économique et dont la demande éducative est en mesure, maintenant que son espace est libéré, de créer son offre propre. L'école est un bien privé, elle doit donc relever de choix privés.

Les stratégies de formation

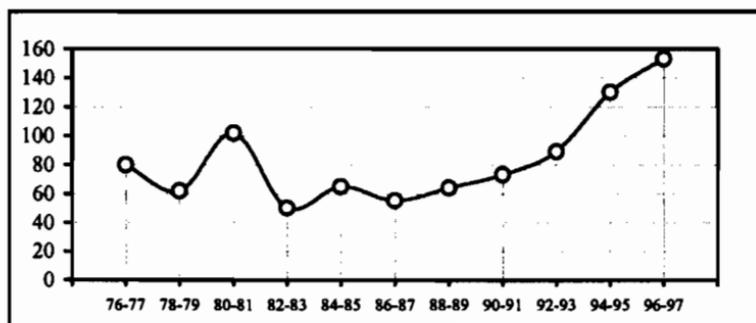
L'analyse des stratégies de formation professionnelle ne peut relever des mêmes catégories que celles de l'éducation, même si, d'une manière ou d'une autre, la formation se situe toujours dans le prolongement d'un itinéraire scolaire particulier. En effet, la formation professionnelle au Viêt-nam est beaucoup moins développée que la scolarisation et ne concerne donc qu'une partie restreinte de la population. De plus son mode de développement fait qu'elle concerne beaucoup plus le champ extra-scolaire que le champ scolaire. Enfin elle est directement liée aux modalités d'insertion dans la production, et de ce fait les stratégies de formation sont directement articulées aux stratégies d'emploi. Nous avons déjà évoqué les répercussions de la crise puis celles de la restructuration économique sur l'évolution du système d'éducation-formation (Chapitre 1). Les licenciements massifs du secteur public, la démobilisation de jeunes recrues et la fin de la planification centralisée ont bouleversé le paysage de la formation.

Selon leur niveau, les formations de type scolaire ont évolué de manière divergente du fait que les stratégies des

4 Source MOET [cité par Pham Minh Hac, 1998]

familles, marquées par la recherche de la meilleure assurance pour l'avenir de leurs enfants, donnent de plus en plus le privilège aux formations de niveau élevé. Ainsi une pression extrêmement forte s'exerce sur l'enseignement supérieur, que ce soit les universités ou les écoles techniques supérieures, dont le diplôme permet d'accéder aux catégories supérieures de l'emploi. Selon cette même logique, les familles préfèrent la filière de l'enseignement secondaire général - qui mène plus sûrement à l'enseignement supérieur - à celle de l'enseignement secondaire technique, dans un contexte où il n'y a plus d'emploi garanti. Les formations professionnelles de niveau secondaire se sont donc mises à végéter en termes de recrutement. Elles ne restent un recours que pour les familles de niveau de vie intermédiaire ou bas.

Graphique 1
La demande de formations extra-scolaires



Les formations de type extra-scolaire, qu'elles soient institutionnelles ou non institutionnelles, enregistrent quant à elles une forte montée de la demande, d'individus plus que de familles, qui veulent trouver des opportunités d'adaptation au nouveau contexte économique. Si au demeurant elles ne touchent qu'environ 10 % de l'ensemble de la population

employée, on note [Henaff, Martin, 1999] une très forte accélération de ces démarches depuis les années 1994-1995 (graphique 1). Il s'agit aussi d'une population de plus en plus jeune avec 29 % de moins de 20 ans en 94-95 et 47 % en 1996-97.

Il s'agit en outre d'une majorité de résidents en zone rurale (70 %) et dans la partie sud du pays (81 %). Enfin, et toujours depuis 1994-1995, ces démarches se portent majoritairement vers les formations extra-scolaires institutionnelles, que ce soit en milieu urbain (63 %) ou en milieu rural (65,5 %). Ce qui serait donc valorisé dans ces stratégies individuelles c'est une formation structurée, certes, mais aussi une formation aboutissant à un diplôme ou un certificat. Il reste que l'accès à ces formations institutionnelles ne dépend pas de la seule bonne volonté, mais aussi d'un niveau scolaire correspondant au moins au secondaire de base complet. Dans tous les cas de figure, formations institutionnelles ou non institutionnelles, il s'agit de stratégies visant à l'amélioration et/ou à la diversification de l'activité.

Stratégies d'emploi et de revenus

Recherche d'emploi

Les différentes catégories d'agents économiques opèrent aujourd'hui sur un marché du travail sur lequel les modalités d'ajustement sont encore loin d'être fixées. Deux constatations s'imposent au vu des tendances observées : alors que les comportements en matière de recherche d'emploi, en s'ajustant au plus près à la restructuration en cours témoignent souvent d'une grande souplesse, impliquant parfois de « sauter les barrières », les méthodes de recherche

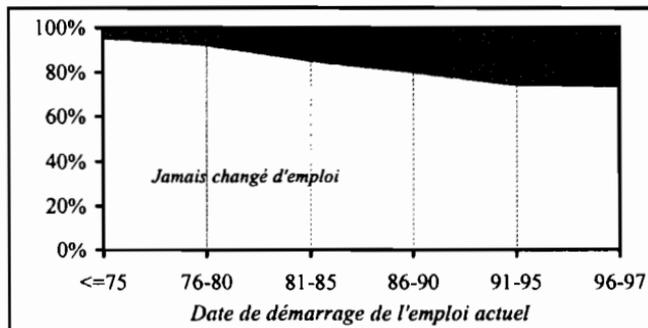
d'emploi sont, elles, marquées par un très grand conservatisme.

Les tendances d'évolution de la structure de l'emploi par secteur institutionnel montrent qu'une majorité d'individus commencent leur vie active dans l'exploitation familiale ou en tant que travailleurs indépendants, même si près de 40 % de ceux qui sont entrés en activité à la fin des années 1990 ont trouvé un emploi salarié (graphique 5. p. 52). On observe la même tendance en ce qui concerne les changements d'emploi. Cela signifie que le salariat tend à se développer au Viêt-nam, et que le nombre d'individus susceptibles de trouver, et donc de rechercher, un emploi salarié augmente. Les tendances récentes montrent que c'est souvent par défaut que la main-d'œuvre se dirige vers le démarrage d'une activité familiale ou d'une activité à compte propre. Parmi ceux qui cherchaient un emploi en 1997, employés, chômeurs, ou demandeurs d'emploi sans expérience professionnelle, 61 % souhaitaient trouver un emploi salarié, dont 48 % dans le secteur d'État, 18 % dans le secteur privé, et 14 % dans la fonction publique. 27 % n'exprimaient aucune préférence, ce qui permet de penser qu'ils n'étaient pas a priori disposés à démarrer une activité à compte propre, tandis que 12 % souhaitaient exercer une activité à compte propre. Naturellement, ceux qui envisagent de travailler dans l'entreprise familiale ne figurent pas comme demandeurs d'emploi. Mais comme nous l'avons souligné, leur importance numérique relative tend à se réduire au fil des années.

Les interdits fournissent une excellente illustration de l'adaptabilité de la main-d'œuvre à un changement brutal de l'environnement réglementaire. Ainsi, l'interdiction des pétards à partir de 1996 a forcé l'ensemble d'une corporation à se reconvertir. Moins d'un an après, la reconversion était terminée. Dans le même ordre d'idées, la

remise en ordre des trottoirs dans les villes tend à limiter les zones d'exercice du petit commerce de rue et des services personnels, en particulier de réparation. Les interdits dans ce domaine contribuent sans aucun doute à renforcer une tendance à l'accroissement du capital nécessaire au démarrage et au fonctionnement d'activités propres, ce qui limite de manière croissante l'accès à ce secteur dans lequel la concurrence s'est fortement accrue après le développement spectaculaire du commerce et des services dans les années 1990. Par ailleurs, l'emploi salarié se développe, offrant aux demandeurs d'emploi d'autres possibilités d'insertion sur le marché du travail. En conséquence, la création d'activités à compte propre s'est ralentie.

Graphique 2
Répartition de la population employée en 1997 en fonction des changements d'emploi



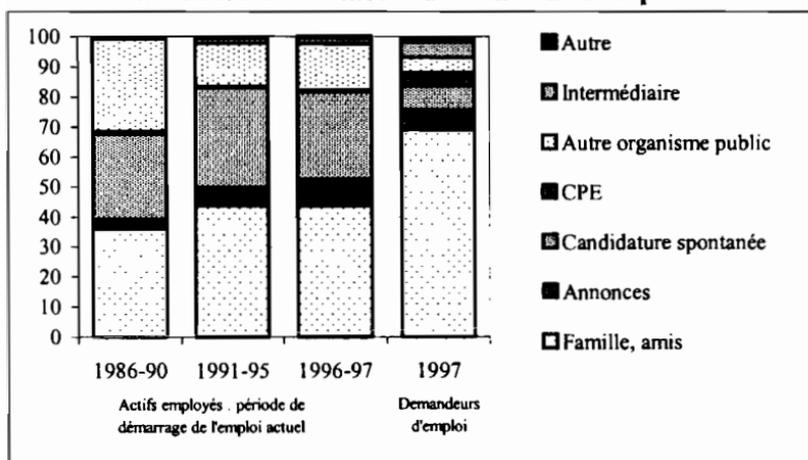
La restructuration du système économique entraîne également une augmentation de la mobilité de la main-d'œuvre (graphique 2), même si elle reste globalement faible. En 1997, seuls 28 % de la population employée avait changé d'emploi au moins une fois au cours de sa vie professionnelle. Plusieurs facteurs contribuent à cet accroissement de la mobilité. La relation entre l'employeur et l'employé dans le système de planification centralisée

apparaît comme une systématisation du système paternaliste de l'entreprise familiale, dans le système capitaliste du XIX^e siècle, en Europe et ailleurs. Dans le système vietnamien qui se met en place au Nord à partir de l'indépendance, et qui tente de s'instaurer au Sud à partir de 1975, l'employeur, entreprise ou coopérative, véritable relais de l'État dans son action de redistribution, prend en charge l'ensemble des besoins de l'employé et de sa famille, de la nourriture à la scolarisation des enfants, en passant par le logement et les vacances. Avec le démantèlement de ce système, les liens qui lient l'employé à l'employeur se distendent, et il devient non seulement possible, mais même concevable, et parfois souhaitable, de changer d'emploi. La nécessité, pour la population active, de rechercher un emploi par ses propres moyens a comme contrepartie la liberté de changer d'emploi.

Le processus en œuvre dans les migrations spontanées est similaire. L'enregistrement résidentiel, assorti des tickets de rationnement, assurait une grande stabilité géographique de la population dans le système de planification centralisée. Seule une mobilité sanctionnée par le système pouvait donner lieu à l'attribution d'un nouvel enregistrement. Avec le lancement de la politique de rénovation, la logique s'est inversée, et ce n'est plus le travail qui donne accès à l'enregistrement mais l'enregistrement qui donne accès au travail, dans le secteur d'État tout au moins. Parallèlement, les tickets de rationnement ont été supprimés et les prix ont été libérés, et le rôle des revenus dans la satisfaction des besoins des ménages s'est accru. Alors que l'enregistrement résidentiel reste important pour l'accès à certains services publics, comme l'état civil, il tend à perdre son importance dans l'accès à l'éducation et à la santé, puisque des substituts privés peuvent être trouvés au système public, moyennant paiement. L'évolution du système, en augmentant les

besoins financiers des ménages, les a incités à chercher des revenus en dehors de leur lieu de résidence, lorsque c'était nécessaire. Emplois et revenus sont l'un des principaux moteurs des migrations. Stimulés par les différentiels de revenus entre les campagnes et les villes, les migrants ont également vu leur nombre s'accroître au cours de ces quinze premières années de transition.

Graphique 3
Évolution des méthodes de recherche d'emploi



Au fur et à mesure que le nouveau système se met en place, les besoins de la main-d'œuvre se font plus précis, et ses motifs d'insatisfaction également. Faiblesse des revenus et instabilité de l'emploi sont les principales causes d'insatisfaction et donc de mobilité, professionnelle et géographique. Elles ne conduisent pas nécessairement à la recherche d'un autre emploi parce que, par réalisme ou par fatalisme, nombreux sont ceux qui pensent ne pas pouvoir en trouver un. Cependant, près de 60 % des actifs de plus de 15 ans qui cherchent un emploi en ont déjà un. La population de demandeurs d'emploi est donc une population hétérogène : jeunes arrivant sur le marché du travail, actifs

employés insatisfaits de leur emploi, migrants, ces derniers étant d'ailleurs loin de constituer une catégorie homogène.

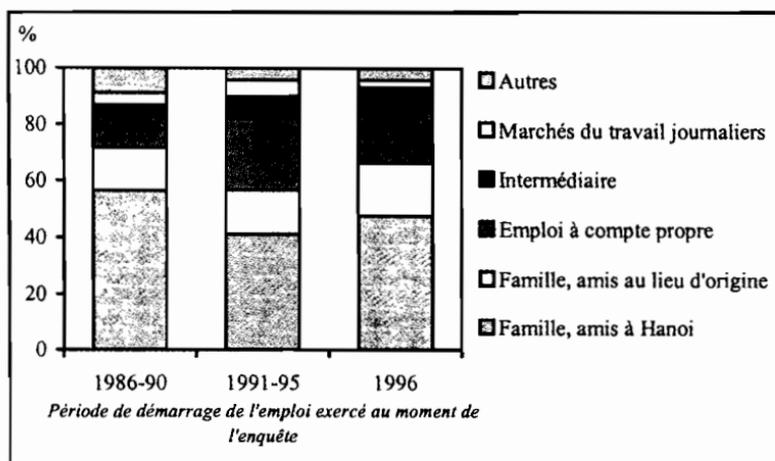
S'il existe à ce stade une forte similitude de comportement entre les jeunes qui entrent dans la vie active et ceux de leurs aînés qui changent d'emploi, les comportements des migrants sont en revanche fortement différenciés en matière de recherche d'emploi. La famille et les amis restent le vecteur privilégié de la recherche d'emploi pour toutes les catégories de demandeurs d'emploi. Son importance tend à s'accroître, comme le montre le graphique 3, ce qui peut s'expliquer par son succès. Il a permis à près de la moitié des personnes qui cherchaient un emploi d'en trouver un pendant la période 1991-1995.

Cela explique sans doute qu'environ 70 % des demandeurs d'emploi en 1997 tendent à privilégier ce mode de recherche d'emploi. Une enquête menée à Hanoi montre que la tendance est la même chez les migrants. 67 % de ceux qui ont trouvé un emploi en 1996 ont effectué leur recherche par l'intermédiaire de membres de leur famille ou d'amis. Chez les migrants comme dans le reste de l'économie, la tendance au démarrage d'activités à compte propre qui avait marqué la première moitié des années 1990 s'infléchit sensiblement à partir de la seconde moitié de la décennie, pour faire une plus large place à la recherche d'emplois salariés. Les marchés du travail journalier, qui avaient attiré jusqu'à 6 % des migrants à Hanoi en 1991-95 n'en attirent plus que 2,5 % en 1996. Dans le même temps, le rôle des agents privés de recrutement reste important, en particulier dans des secteurs comme la construction : 58 % des migrants qui ont été recrutés par un agent de recrutement ont trouvé un emploi dans la construction.

Le recours aux proches dans la recherche d'emploi permet de réduire l'incertitude, mais restreint les possibilités. Il se double d'une extension géographique extrême-

ment faible de la zone de recherche d'emploi (graphique 4). Ainsi, en 1997, 70 % des actifs cherchaient un emploi par l'intermédiaire de leur famille et de leurs amis, 22 % dans leur commune, 20 % dans leur district, et 25 % dans leur province de résidence. Si l'on ajoute à ce constat que près de 40 % souhaitent trouver un emploi dans le secteur public, la population active vietnamienne renvoie une image frileuse et repliée sur elle-même, qui apparaît contradictoire avec l'image qui se dégage de la très importante capacité d'adaptation dont a fait preuve cette même main d'œuvre au cours des quinze dernières années.

Graphique 4
Évolution des méthodes de recherche d'emploi :
Migrants à Hanoi



La contradiction n'est peut-être cependant qu'apparente. Dotée d'une grande capacité d'adaptation, et le cas échéant d'anticipation par rapport aux évolutions du système économique, la main-d'œuvre vietnamienne est soucieuse d'accéder à une certaine stabilité en matière d'emploi et de revenus, et de pallier le manque d'informa-

tion sur le marché du travail. L'amélioration progressive des réseaux de diffusion de l'information concernant les offres d'emploi tend à diversifier les méthodes de recherche d'emploi. Ainsi les annonces (des offres ou des demandes d'emploi) et les Centres de promotion de l'emploi jouent un rôle encore marginal, mais croissant dans la recherche d'emploi. Il est plus inquiétant de voir les candidatures spontanées reculer au profit de recherches menées par l'intermédiaire des proches. Mais cette modalité de recherche d'emploi est cohérente avec les pratiques de recrutement des entreprises.

Diversification des sources de revenus

Le revenu est au centre des préoccupations concernant l'emploi au Viêt-nam, loin devant les conditions de travail ou l'adéquation entre le travail et les qualifications ou les compétences. Alors que l'insuffisance des revenus est la principale source d'insatisfaction, et la principale cause des migrations spontanées internes, la génération de revenus est une activité dans laquelle les vietnamiens ont développé un très grand savoir-faire, qui témoigne de leur capacité d'entreprise autant que de leur relative aversion pour le risque. Les stratégies de génération de revenus - en dehors de l'emploi principal - peuvent être regroupées en trois catégories : les stratégies de diversification de l'activité au sein des ménages, les stratégies de diversification de l'activité des individus, et les stratégies d'augmentation des revenus dans le cadre de l'activité principale. Ce sont différents types d'individus et de ménages qui sont susceptibles de mettre en œuvre ces trois types de stratégies, en fonction de leurs besoins propres, et surtout en fonction du type d'emploi exercé à titre principal.

Diversification de l'activité au sein des ménages

Alors que la diversification des activités apparaît comme un moyen d'accroître le revenu du ménage, elle est peu pratiquée. Dans 79 % des ménages l'ensemble des actifs exercent une activité de même nature : 49 % sont exclusivement constitués d'agriculteurs, 17 % de salariés et 13 % de commerçants/artisans. Ce sont les ménages qui comportent des actifs agricoles qui enregistrent la plus faible diversification : 80 % des ménages qui comportent des actifs agricoles ne comportent aucun actif travaillant dans un autre secteur d'activité. La spécialisation est plus poussée dans le nord que dans le sud. Dans le nord, le pourcentage de ménages qui ne comprennent que des actifs agricoles est de 84 %, alors qu'il n'est que de 63 % au sud. Proportionnellement, les ménages constitués uniquement de salariés ne représentent que la moitié des ménages dont au moins un des membres est salarié, et les ménages constitués uniquement d'artisans/commerçants que 48 % des ménages qui comptent au moins un artisan/commerçant en leur sein. Les ménages dont plus de la moitié des actifs sont salariés comptent des actifs agricoles dans 6 % des cas, tandis que 7 % des ménages dont la majorité des actifs sont artisans/commerçants comptent en leur sein des salariés. Les ménages de salariés, lorsqu'ils diversifient leur activité, tendent à exercer une activité agricole.

L'activité des deux membres du couple confirme la faible diversification de l'activité au sein des ménages (tableau 1), en particulier dans l'agriculture et le commerce. On note également que 45 % des femmes d'artisans travaillent dans le commerce, ce qui s'inscrit dans une logique de division du travail au sein du ménage. En ce qui concerne les salariés, la situation est différente en milieu urbain et en milieu rural. En milieu urbain, 62 % des épouses de salariés sont également salariées, et 26 % travaillent à compte propre

dans le commerce. En milieu rural, le pourcentage de salariées parmi les épouses de salariés n'est que de 47 %. 40 % des femmes de salariés travaillent dans l'agriculture, principalement la culture du riz, et 10 % dans le commerce. C'est donc dans les ménages dont l'homme est salarié que la diversification des activités au sein du couple est la plus forte.

Tableau 1
Activité des ménages en 1997

| Activité de plus de la moitié des membres du ménage | Activité des autres membres du ménage | | | | |
|---|---------------------------------------|-----------------|--------------------|----------------|-------|
| | Agriculture | Travail salarié | Artisanat/Commerce | Pluri-activité | Total |
| Agriculture | 49,2 | 1,3 | 1,6 | - | 52,1 |
| Travail salarié | 5,7 | 16,8 | 1,4 | - | 23,9 |
| Artisanat/commerce | 2,8 | 7,3 | 12,9 | - | 23,0 |
| Pluri-activité | - | - | - | 0,9 | 0,9 |
| Total | 57,8 | 25,4 | 15,9 | 0,9 | 100,0 |

Tableau 2
Activité des couples en 1997

| Épouse | Époux | | | | |
|--------------|-------------|---------|-------------|------------|---------|
| | Répartition | Salarié | Agriculteur | Commerçant | Artisan |
| Répartition | 100,0 | 24,2 | 64,7 | 5,9 | 5,2 |
| Salariée | 16,7 | 52,7 | 3,9 | 11,6 | 15,0 |
| Agricultrice | 66,7 | 25,8 | 92,2 | 4,1 | 10,2 |
| Commerçante | 12,8 | 16,3 | 2,4 | 84,2 | 44,9 |
| Artisan | 3,7 | 5,2 | 1,4 | 0,0 | 29,9 |
| Total | - | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Dans les ménages dont la majorité des actifs travaillent dans l'agriculture, la diversification correspond à un phénomène de générations. Dans 80 % des cas, ce sont les enfants et dans 10 % des cas par les frères ou sœurs non mariés du chef de ménage qui exercent une activité non-agricole.

Ainsi, 90 % des actifs non agricoles des ménages dont l'activité principale est l'agriculture ont moins de 30 ans. Près des trois quarts exercent une activité à compte propre. Les principales activités exercées sont la production de briques, la confection, la réparation de vélos et de motos, la construction et le petit commerce. 13 % sont sans spécialisation. Il s'agit d'un emploi à temps plein pour 95 % d'entre eux, et les autres ont moins de 20 ans. Il s'agit donc non seulement d'une diversification de l'activité, dont l'un des objectifs est de générer des revenus complémentaires pour le ménage par rapport aux revenus agricoles, mais il s'agit encore d'un mouvement générationnel de retrait de l'agriculture. Ainsi, alors que 95 % des parents travaillent dans l'agriculture, seuls 51 % des enfants travaillent également dans l'agriculture. 40 % ont des métiers dans l'industrie, et 9 % dans l'administration, le commerce ou les services. Dans les ménages dans lesquelles au moins l'un des deux parents travaille dans l'agriculture, 82 % des enfants membres du ménage sont également employés dans l'agriculture. La diversification concerne donc moins de 20 % de ces ménages. 10 % des enfants résidant avec le ménage ont un emploi dans l'industrie, et 8 % dans le commerce ou les services.

Diversification de l'activité des individus

Une autre possibilité de diversification des sources de revenu consiste, pour un individu donné, à mener simultanément ou en alternance une ou plusieurs activités professionnelles distinctes de son activité principale. Cela n'est naturellement possible que si la durée du travail imposée par l'emploi principal le permet.

L'enquête menée auprès des ménages montre que 14 % des actifs employés exercent, de manière régulière ou occa-

sionnelle une autre activité professionnelle. La moitié des effectifs concernés résident dans le nord du pays, et 95 % en milieu rural. En outre, la plus grande partie de ceux qui exercent une activité complémentaire ont un métier agricole. Les comportements de recherche d'activité complémentaire sont donc cohérents avec les différentiels de revenu [Henaff, Martin, 1999] : c'est en effet en milieu rural, et particulièrement dans l'agriculture que les niveaux de vie sont les plus faibles. L'exercice d'une activité professionnelle complémentaire peut correspondre à trois types de comportements : la recherche d'un autre employeur ou d'autres clients dans l'exercice du métier principal ; la diversification de l'activité dans le même secteur d'activité ; ou le changement de métier dans le cadre de l'activité complémentaire.

L'essentiel de la diversification se fait vers l'agriculture : l'aquaculture, la pêche, les fruits et légumes, et surtout l'élevage fournissent des possibilités naturelles de diversification. L'exercice d'une ou plusieurs activités complémentaires dans des activités relevant du même domaine que l'activité principale concerne 32 % de ceux qui ont une activité professionnelle complémentaire.

La diversification des revenus dans l'agriculture passe également par l'emploi temporaire ou journalier dans des exploitations autres que l'exploitation familiale. 14 % des actifs employés qui ont une activité à titre complémentaire continuent à exercer le même métier. Il peut s'agir d'agriculteurs, comme nous venons de le souligner, mais aussi d'enseignants, de médecins, d'ouvriers, qui peuvent tirer parti de leurs compétences pour exercer à compte propre l'activité qu'ils exercent par ailleurs à titre principal en tant qu'employés. Dans certains cas, la position occupée dans le cadre de l'activité principale favorise l'exercice d'un second métier, par la constitution, par exemple, d'une clientèle ou d'un réseau de fournisseurs. Ces comportements

sont cependant peu développés. Les trois quarts de ceux qui exercent une activité complémentaire dans leur propre métier travaillent à titre principal dans la production de cultures alimentaires.

Le troisième type de diversification de l'activité, qui est aussi le plus répandu, puisqu'il concerne 54 % de ceux qui exercent une activité complémentaire, implique un changement de métier. Ce type de diversification est pratiqué essentiellement par les enseignants et ceux qui exercent un métier administratif en milieu urbain, et par les agriculteurs en milieu rural. En milieu urbain, la confection et le commerce jouent un rôle important dans la génération de revenus complémentaires, tandis qu'en milieu rural, le commerce et la maçonnerie arrivent loin devant les autres types de métiers, en particulier les gardiens, les conducteurs de cyclos et moto-taxis, les porteurs, les collecteurs d'ordures, et les travailleurs sans spécialisation. La distinction entre milieu urbain et milieu rural ne concerne que le lieu de résidence habituel des actifs employés, sans préjuger du lieu d'exercice de l'activité complémentaire. Ces activités constituent en effet une part importante des activités exercées en ville par les migrants temporaires ou saisonniers qui viennent des campagnes, comme l'a montré pour Hanoi une enquête menée en 1996 [Diệp, Henaff, Thâm, 1997].

D'une manière générale, certaines activités apparaissent essentiellement comme des activités complémentaires. C'est le cas de la production de boissons alcoolisées, dont les matières premières sont des sous-produits de l'activité agricole et de l'élevage, plus souvent exercée à titre complémentaire que comme activité principale. La production de fruits et légumes, la pêche, l'aquaculture, la foresterie, l'élevage, sont largement associés dans le cadre de l'activité agricole. Cependant, cette combinaison n'est

pas accessible à l'ensemble des agriculteurs, qui se trouvent alors contraints de louer leur force de travail, ou de changer de métier s'ils souhaitent générer des revenus supplémentaires. Il en va de même pour la main d'œuvre non-agricole, qui exerce à compte propre, quand elle le peut, son métier principal, et doit dans les autres cas changer de métier. Les actifs qui changent de métier deviennent alors pour un temps maçons, commerçants, conducteurs de cyclo ou de moto-taxi, ramasseurs d'ordures. Ainsi, près de la moitié des emplois de maçons, et plus de 60 % des emplois de porteurs sont des emplois complémentaires. La proportion est beaucoup plus faible pour le petit commerce, en raison de l'importance de ce secteur dans l'emploi au Viêt-nam aujourd'hui, mais il apparaît également comme un secteur privilégié pour la génération de revenus complémentaires.

Il apparaît donc qu'une partie importante de l'emploi informel au Viêt-nam est constituée d'emplois complémentaires s'inscrivant soit dans une logique de diversification des sources de revenu au sein des ménages, soit dans une logique de diversification des sources de revenu individuelles.

Augmentation des revenus dans le cadre de l'activité principale

L'augmentation des revenus dans le cadre de l'activité principale correspond à des comportements distincts des stratégies évoquées ci-dessus. Il ne s'agit pas non plus des heures supplémentaires, qui relèvent de l'activité normale des employés dans le cadre des politiques de gestion de la main-d'œuvre mises en place par les employeurs. Il s'agit de la possibilité de générer des revenus par la facturation interne ou externe de certaines prestations qui ne sont pas incluses dans le traitement de base, généralement par accord

tacite avec l'employeur. Cette possibilité d'augmentation des revenus n'est accessible qu'aux employés, et demeure un phénomène essentiellement urbain.

Par facturation interne, il faut entendre tout ce qui relève de primes sans relation avec l'effort de travail, qu'il s'agisse de per diem, dont l'attribution tend à se généraliser même dans les cas où il n'y a pas de déplacement, de primes de participation à des réunions, ou à des paiements divers de prestations correspondant aux tâches habituelles des personnes concernées, fournies à des personnes relevant de la même institution, mais différentes de celles auxquelles ces prestations sont habituellement fournies. La facturation interne relève du fonctionnement des entreprises et institutions. Elle amène à s'interroger sur la nature et le fonctionnement des systèmes de rémunération.

La facturation externe renvoie au même type de questions. Souvent confondue avec la corruption, elle s'en distingue par la nature absolument légale des activités exercées et contribue à l'amélioration de l'efficacité du système par des voies indirectes. Il s'agit de pratiquer une tarification différenciée, inversement proportionnelle à la vitesse d'exécution des prestations demandées. Le phénomène est particulièrement apparent en ce qui concerne la délivrance de documents officiels, par exemple des diplômes. Il y aurait corruption si étaient délivrés de faux diplômes. Il y a facturation externe si la délivrance accélérée du diplôme entraîne un accroissement des frais de dossier. La manière dont fonctionne ce système est d'ailleurs démocratique, d'une certaine manière, puisqu'il semble donner lieu à une redistribution interne, selon des critères propres à chaque organisme [Henaff, 2001].

Il apparaît qu'il y a une différence importante entre les salaires de base, en particulier dans la fonction publique, et les besoins engendrés par l'augmentation générale du niveau

de vie et le démantèlement du système des subventions. Il semble d'autre part y avoir un consensus concernant les sur-effectifs dans le secteur public. Le rapprochement de ces deux situations explique naturellement les comportements évoqués ici. Il semble que de manière implicite, le salaire de base ait essentiellement une fonction de reconnaissance entre l'employeur et l'employé, l'essentiel du travail étant rémunéré ensuite, sur la base du travail réellement effectué. Il apparaît cependant nécessaire d'engager une réflexion de fond sur l'efficacité d'un tel système, au regard, en particulier, des coûts qu'il implique. La réflexion concernant les sur-effectifs dans le secteur public ne peut pas faire l'économie d'une réflexion parallèle sur les systèmes de rémunération.

Conclusion

L'analyse des stratégies des individus et des familles révèle ainsi le poids des forces de changement qui ont été libérées par le Renouveau. La fin d'un système généralisé d'assistance économique et de commandement social ouvre un champ nouveau à l'initiative individuelle et collective. Un espace est ouvert qui n'est plus balisé. Chacun doit ouvrir sa voie, trouver ses repères, faire ses choix de vie pour soi-même et ses enfants, en même temps que s'élargit l'éventail de ces choix. Des interdits ou des contraintes peuvent se révéler être des incitations ou des ouvertures. Les comportements sont structurés par l'incertitude mais aussi l'anticipation, et la vision du monde en est modifiée.

Dans le domaine de l'éducation l'on assiste à une montée spectaculaire de la demande de formations longues qui renforce les conduites de discipline et de surenchère, nettement connectées aux stratégies professionnelles. Dans le domaine du travail les stratégies individuelles et familiales

se traduisent par une montée du salariat, une augmentation de la mobilité professionnelle et spatiale et un mouvement générationnel de retrait de l'agriculture. Cette effervescence de comportements qui s'inscrivent dans la conjoncture induit une transformation en profondeur de l'ensemble de l'économie et de la société.

Bibliographie

- DOAN MAU DIEP, HENAFF N., TRINH KHAC THAM [1997], *Report on spontaneous migration survey in Hanoi*, CPHRS, Hanoi, May. UNDP project VIE/95/004, 141 p.
- GENERAL STATISTICAL OFFICE [1994], *Vietnam Living Standards Survey, 1992/93*. Hanoi: Statistical Publishing House.
- GENERAL STATISTICAL OFFICE [1997], *Social indicators in Vietnam 1990-1995*, Hanoi, Statistical Publishing House.
- HENAFF N., MARTIN J.-Y. [1999], *Observatoire de l'emploi et des ressources humaines, Viêt-nam, Rapport de l'enquête auprès des ménages, deuxième passage, novembre-décembre 1997*, Hanoi, Éditions du Travail et des Affaires sociales, 105 p.
- HENAFF N. [2001], « Les fonctionnaires vietnamiens dans la transition », *Autrepart*, 20, 145-160.
- MARKIEWICZ-LAGNEAU [1969], *Éducation, égalité et socialisme*, Paris, Anthropos, 172 p.
- MOLISA/ORSTOM [1999], *Observatoire du travail, de l'emploi et des ressources humaines. Rapport du premier passage d'enquête*, nov.-déc.1996, Hanoi, Éditions du Travail, 113 p. (en vietnamien)

WORLD BANK [1995], *Vietnam – Poverty Assessment and Strategy*, The World Bank, Country Operations Division, Country Department I, East Asia and Pacific Region, January, 217 p.